

L'action sociale, au cœur de la tourmente et des batailles à venir

MONTREUIL > 17 JUIN 2024

LA POLITIQUE menée par le président Macron a dégradé l'état de la société au point que l'abstention l'emporte sur la confiance. Les électrices et électeurs se tournent en nombre vers les partis d'extrême-droite.

L'insuffisance des moyens consacrés à l'action sociale, dans un contexte de recul organisé des garanties collectives, a contribué à dégrader les conditions de vie des personnels confrontés à un point d'indice immobile et à une perte de pouvoir d'achat.

En particulier, nous insistons sur le fait que les retraité·es doivent continuer à bénéficier de l'action sociale, au même titre que les personnels actifs; nous dénonçons à nouveau la fin des chèques-vacances pour les pensionné·es, imposée sans aucun débat en 2023.

Parmi nos revendications, nous insistons particulièrement sur :

- **La participation effective des personnels à la définition, à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale.** Cela se traduit notamment par l'opposition à la gestion externalisée des places en crèche.
- **Le logement et l'accès au logement, priorité absolue et vitale**, dans toutes les zones où le parc locatif est tendu.
- **Un droit opposable à la restauration collective**, sociale et pour toutes et tous, avec une augmentation de la participation de l'employeur public.
- **La famille et les besoins** qu'elle implique :
 - Garde collective des enfants.
 - Autres solutions de garde.
 - Activités périscolaires.
 - Vacances en famille.
- **Les activités culturelles, sportives et sociales** qui permettent aux personnels de partager des activités et une expérience en dehors du lieu de travail, du quotidien professionnel et de la relation hiérarchique.

L'urgence est à la rupture avec les politiques d'austérité, défavorables à ce qui serait le strict nécessaire. C'est pourquoi nous appelons à une autre appropriation sociale de la richesse qui assurerait sa redistribution.

Dans un tel contexte, l'UFSE appelle les personnels à s'engager dans toutes les mobilisations et manifestations. L'UFSE réitère son appel à la journée d'action du 20 juin.

Il est indispensable de combattre l'extrême-droite lors de tous les rendez-vous à venir, dans la rue et dans les urnes. En effet, le Rassemblement national représente une menace directe pour les libertés, les droits sociaux mais aussi pour les conquêtes et les acquis de l'action sociale.

La situation actuelle amène l'UFSE à ne plus participer aux séances du Comité interministériel d'action sociale (CIAS).